

Érythrée : an 01 (1)

L'EFFONDREMENT du régime éthiopien le 28 mai 1991 mettait fin à l'une des plus longues guerres du continent africain. Commencé en octobre 1961, le conflit érythréen s'est poursuivi pendant trois décennies avec une intensité variable sans bénéficier des opportunités politiques que les soubresauts du régime impérial en 1974 ont suscitées. Cette victoire est d'abord celle du FPLE (Front populaire de libération de l'Érythrée) dirigé par Issayas Afeworki. Elle exprime un contexte régional tout à fait particulier qui donne aux nationalistes érythréens une grande liberté de manœuvre. Le référendum d'autodétermination organisé du 23 au 25 avril 1993 sous les auspices du GPE (gouvernement provisoire d'Érythrée) devrait officialiser aux yeux de la communauté internationale l'indépendance de fait.

Le GPE se retrouve aujourd'hui confronté à des problèmes (2) qui ne sont guère différents de ceux rencontrés par les jeunes États au moment des indépendances du début des années 60. Cependant, les déclarations sur la démocratie, l'économie de marché, la priorité à l'agriculture, le respect des aspirations populaires, si elles ne brillent guère par leur originalité, doivent être comprises à la lumière d'un contexte particulier caractérisé par le passage du FPLE de la lutte armée à l'appareil d'État et par la recomposition d'une société marquée par les traumatismes de la guerre.

Les conséquences de la guerre

Après des années d'âpres discussions sur les racines du nationalisme érythréen, son ancrage historique, sa force ou ses faiblesses structurelles (3), il n'est pas inutile de souligner un trait fondamental que bien des opposants à l'indépendance de l'Érythrée omettent dans leur analyse. Le sentiment unioniste (4) a été un

temps dominant sur le plateau érythréen (5), mais il s'est largement estompé sous l'effet de politiques répressives menées par le pouvoir central : le refus de l'Éthiopie dans la période la plus récente s'est systématisé à cause des conséquences quotidiennes de la guerre.

Certes, pour les nationalistes, c'est la période coloniale qui est fondatrice de la légitimité étatique. L'argumentaire est connu et a été développé de plusieurs façons depuis le début du conflit (6). On peut entrevoir derrière les politiques industrielle et agricole mises en œuvre depuis deux ans la trace de cet État modernisateur et interventionniste, caractéristique de la période coloniale italienne. Mais l'originalité de l'Érythrée réside dans la trajectoire de son nationalisme et dans l'impact de la guerre. Dans les années 40, le nationalisme érythréen n'était que très partiellement déconnecté d'affirmations religieuses, linguistiques et sociales qui scindaient la population en deux camps opposés. Depuis, cette première expression politique moderne s'est enrichie d'autres expériences et a fait la place à de nouveaux groupes sociaux, comme l'attestent la grève générale de 1958, puis le très net basculement du plateau érythréen dans la lutte indépendantiste après 1974. Mais les divergences n'ont pas disparu et le FLE (Front de libération de l'Érythrée) autant que le FPLE ont su les manipuler pour asseoir leur suprématie tant à l'intérieur de la société érythréenne qu'à l'extérieur dans la quête de soutiens financiers ou militaires. Cette rivalité a donné lieu jusqu'à aujourd'hui à des règlements de compte qui ont systématisé et radicalisé des oppositions concernant les bases sociales d'un nationalisme forcément émancipateur, l'organisation sociale, la perception du religieux et de l'ethnicité comme mode d'affirmation politique.

Le vécu de la guerre n'a pas été homogène (7), parce que les combats n'ont pas affecté de la même manière l'ensemble de l'Érythrée. L'Ouest l'a vécue avec plus de traumatismes que certaines

(1) L'auteur a bénéficié d'une subvention du Laboratoire de sociologie et de géographie africaines (CNRS-URA94) qui lui permis de séjourner en Érythrée en février 1991 et en janvier-février 1992.

(2) R. Marchal, « La variante eritrea », *Politica Internazionale*, 4, 1992, pp. 67-79.

(3) Voir J. Sorenson, « Discourses on Eritrean Nationalism and Identity », *Journal of Modern African Studies*, vol. 29, 2, 1991, pp. 301-317, et ma communication « Birth, Development and Crisis of the Muslim League in Eritrea 1947-1952 », *Colloque « Peace and Stability in the Horn of Africa »*, Michigan State University, 1989.

(4) Anti-indépendantiste. Le terme fait référence au nom du parti qui s'opposait au Bloc de l'indépendance dans les années 40

et soutenait une intégration à l'Éthiopie.

(5) Voir l'ouvrage classique de G. Trevasakis, *Eritrea : A Colony in Transition*, Oxford, Oxford University Press, 1960. Les travaux de J. Gebre-Medhin, *Peasants and Nationalism in Eritrea : A Critique of Ethiopian Studies*, Trenton, Red Sea Press, 1989 et Tekeste Negash (voir son intervention au Congrès international d'études éthiopiennes à Addis-Abéba en avril 1991) malgré leur grand intérêt, sont victimes du parti pris de leur auteur.

(6) F. Poschia, *Eritrea : Colonia Tradita*, Rome, Edizioni Associate.

(7) R. Marchal, « Production sociale et recomposition politique dans l'exil : le cas érythréen », *Cahiers d'études africaines*, 107/108, 1987.

zones d'Akkele-Guzai ou de Seraë qui ont intensifié leurs contacts pendant cette période avec le Tigray éthiopien. Mais la guerre a également été le creuset d'une histoire commune, de nouvelles solidarités, d'alliances entre groupes qui s'ignoraient et ont dû cohabiter à cause de l'exil : le FPLE durant la dernière décennie aura joué à ce niveau un rôle proprement stratégique.

Pour beaucoup d'Érythréens, la situation après mai 1991 constitue l'inverse de l'enfer de la guerre : il est possible d'envoyer les enfants à l'école sans attendre dans l'angoisse leur retour, de visiter la famille dans les villages sans passer par les multiples procédures de contrôle, de ne plus craindre l'arbitraire comme ce fut le cas durant de longues années. Aussi, pour une bonne part de la population, dans la conjoncture actuelle, l'indépendance signifie d'abord clore cette période sombre de l'histoire et couper court à toute possibilité de retour d'une armée d'occupation honnie, se retrouver entre soi (8). Le FPLE a d'ailleurs compris tout l'intérêt politique qu'il pouvait retirer de ces traumatismes qui auraient coûté la vie à près de 50 000 personnes : la commémoration des martyrs et le souvenir de la répression éthiopienne figurent en bonne place dans les émissions que diffuse la télévision. Cette dimension n'est pas propre à l'Érythrée mais elle pose un important problème social, car il s'agit de donner aux familles des disparus ou aux invalides de guerre un statut qui ne relève pas seulement du symbolique (9).

Certes, cette situation n'a sans doute pas été caractéristique de la seule Érythrée : les rafles et les comportements prédateurs des militaires ont beaucoup fait en Éthiopie pour accélérer le basculement de pans entiers de la population dans le camp des insurgés du FDRPE (Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien), moins par sympathie pour leurs thèses ou leur combat que par rejet d'un régime qui ne fonctionnait plus qu'à la coercition.

Cette conjoncture pèse aujourd'hui en faveur de la sensibilité indépendantiste au sein de la population et influe sur la recomposition du champ politique. D'une part, la victoire (autant que la composition sociologique du FPLE) permet une identification de certains segments de la population avec le FPLE : ainsi, dans la région d'Asmara, les « combattants de la liberté » sont les « enfants » du pays qui, pour beaucoup, ont pris le maquis entre 1975 et 1977 et qui reviennent avec la liberté. La confiance est donc totale et paraît rendre inutile pour un temps le débat politique. D'autre part, la société civile est anémiée ; l'expérience politique des années 1940

(8) Bien des personnes interrogées sur le référendum disaient : « Laissez-nous d'abord terminer notre guerre. »

(9) Une proposition débattue au début 1993 suggérait que les privatisations des

entreprises nationalisées permettent un financement de l'aide à ce groupe social sur la base d'une dotation représentant le tiers du capital acquis lors des ventes aux investisseurs privés.

et dans une certaine mesure 1950, marquée par le multipartisme et le parlementarisme, est bien loin dans les esprits. La culture politique actuelle est donc essentiellement marquée par la guerre, le rapport à l'Éthiopie d'Haïle Sellassie ou de Mengistu Haïle-Mariam, la compétition entre le FPLE et la première grande organisation indépendantiste armée, le FLE.

Les capacités d'auto-organisation, d'autonomie, de débats démocratiques sont largement limitées par l'itinéraire idéologique et pratique du FPLE. Sans doute celui-ci a-t-il bénéficié d'une excellente réputation aux yeux de certains analystes occidentaux (10) — la « Rolls-Royce des mouvements de libération » — d'autant qu'il a été moins affecté que d'autres fronts armés par les dérives idéologiques, le détournement de l'aide humanitaire à des fins privées, la prévarication, etc. Cette vision optimiste fait peu de cas des multiples contradictions de la société érythréenne et de l'impact de la guerre autant que du marxisme-léninisme (abandonné comme idéologie mais pas comme technologie de pouvoir lors du second congrès du FPLE en 1987) sur l'organisation érythréenne. L'alignement sur les dirigeants, le cloisonnement des discussions et la guerre civile provoquée par la fragmentation du mouvement nationaliste, constituent des limites structurelles dans la construction politique. Ces effets sont manifestes dans la politique économique mais également sur deux questions politiques essentielles : l'organisation du référendum et la place laissée à une opposition.

D'un référendum sans surprise à l'ouverture politique

L'organisation d'un référendum d'autodétermination n'était pas nécessaire puisque la victoire du FPLE était totale et n'avait guère besoin d'une sanction plébiscitaire. Il s'agit de prouver à la communauté internationale que la victoire obtenue sur le régime éthiopien n'est pas purement militaire mais traduit une quasi-unanimité en faveur des thèses nationalistes. Comme l'affirmèrent les responsables érythréens en 1991, cette consultation n'avait de sens que si l'opposition à l'indépendance avait un droit d'expression. De façon bien contradictoire, les principaux dirigeants nièrent dans le même temps l'existence d'un courant d'opinion favorable au maintien du statu quo avec Addis-Abéba. Pourtant, si le GPE n'avait pas montré une grande sollicitude vis-à-vis des Éthiopiens résidant en Érythrée (11), il fit preuve dans un premier temps d'une attitude plus mesurée par rapport aux cadres érythréens qui avaient collaboré

(10) Voir par exemple les ouvrages à succès de G. Chaliand et de l'inévitable J. Ziegler.

(11) Ce traitement ambigu s'est manifesté dans la politique d'expulsion et de répression mise en œuvre dès les premiers succès mili-

avec le régime de Mengistu. Il n'y eut pas de grande épuration, qui aurait affecté le fonctionnement de l'administration et considérablement terni la réputation du nouveau pouvoir.

Certaines conditions d'organisation du référendum paraissent tout à fait contre-productives pour sa crédibilité internationale. Le gouvernement décida en janvier 1993 de suspendre plusieurs centaines de cadres administratifs (12), accusés d'avoir collaboré avec le Parti des travailleurs éthiopiens, ou d'avoir servi d'indicateurs ou de supplétifs aux services de sécurité de Mengistu ; néanmoins ces personnes devaient être « rééduquées » et non jugées. La « pression sociale » invoquée pour justifier cette décision n'est peut-être pas orchestrée par la direction du FPLE mais est relayée par les cadres intermédiaires et les combattants ; il est dès lors probable que peu d'unionistes exprimeront leur sentiment profond, de peur d'avoir à en payer les conséquences après la consultation. La commission d'organisation du référendum a beau être autonome, les conditions concrètes du vote n'en soulèvent pas moins des réserves (13). Le score des indépendantistes sera de loin supérieur à ce qu'il aurait été dans un climat plus détendu, où l'opposition aurait pu s'exprimer. Pourtant, le sentiment indépendantiste paraît nettement majoritaire, sans être aussi unanime que l'affirment les militants nationalistes.

Cette attitude soulève plusieurs questions sur le nationalisme érythréen. En effet, depuis leur création, le FLE et le FPLE ont développé pour mobiliser la population érythréenne une vision idyllique du nationalisme érythréen, victime d'un complot impérialiste et/ou éthiopien à cause de la valeur stratégique de l'Érythrée : les implications politiques des différences religieuses, ethniques, régionales, comme les relations avec l'Éthiopie étaient perçues au travers d'une rhétorique qui tenait souvent plus de la propagande que de l'analyse historique. Aujourd'hui, une telle position devient intenable pour plusieurs raisons. Les dirigeants érythréens ont en effet

taires du FPLE. Peu après la prise de Massawa, le FPLE renvoya vers le Tigray des populations civiles que le régime éthiopien avait sans doute encouragées à venir s'installer en Érythrée. Cette expulsion provoqua d'ailleurs des tensions avec le FPLT (Front populaire de libération du Tigray). Peu après la victoire, plusieurs milliers de personnes furent à nouveau chassées d'Érythrée. Certes, ces Éthiopiens étaient venus dans le cadre d'une politique de peuplement décidée par un régime dictatorial, mais en portaient-ils la responsabilité ? Ces mesures radicales ont peu contribué au développement d'un sentiment de sympathie pour les Érythréens en Éthiopie même, où la communauté éryth-

réenne n'a pas subi pour l'instant de mesures de rétorsion liées aux développements politiques à Asmara. Mais cela durera-t-il ?

(12) Voir *Africa Confidential*, vol. 34, n° 4, 19 février 1993.

(13) Les opposants font valoir non seulement l'élimination des autres solutions qui avaient été mentionnées dans un premier temps, comme la fédération. La couleur différente des bulletins permet certes de simplifier les procédures, mais ne garantirait pas de façon absolue l'anonymat. Les *kebele* (comités de quartier) fonctionnent toujours à Asmara, comme les services de sécurité du FPLE...

pris conscience du fait qu'il ne saurait être question de nier la réalité plurielle de la société érythréenne, sauf à vouloir répéter dans un délai plus ou moins long la crise qui secoue les États voisins ; mais cela ne détermine aucunement le contenu et l'ampleur des compromis à réaliser avec d'autres composantes politiques érythréennes. Les rapports avec l'Éthiopie et leur ancrage dans l'histoire de l'Érythrée ne sont plus totalement niés comme ils le furent pendant des années, mais ils ne pourront être redéfinis qu'en prenant également en compte l'attachement de certains secteurs tant érythréens qu'éthiopiens à une union.

Plus déstabilisateurs à moyen terme sont sans doute les effets démultipliés de la rivalité sanglante entre FLE et FPLE. Cet aspect de l'histoire du mouvement nationaliste demeure un tabou et l'on en reste à un cliché complaisamment repris par des journalistes et des chercheurs pressés d'un FLE arabiste, musulman, en proie à toutes les corruptions face à un FPLE laïc, progressiste et conséquent politiquement. Cette représentation fait bien peu de cas de l'ancrage historique de ces deux groupes et des rapports qu'ils ont su tisser avec des fractions de la population érythréenne. Certes, les dernières années de la guerre ont modifié certaines appréciations : le FPLE n'est sans doute plus regardé aussi systématiquement comme une organisation armée dominée par les « chrétiens d'Hamassen », l'éclatement du FLE et la dérive des groupes qui en sont issus ont largement déçu les attentes d'une population souvent fragilisée par l'exil. Mais les clivages créés lors de la crise du FLE dès la fin des années 60 et de la naissance du FPLE restent particulièrement vivaces. Certains continuent à se déclarer partisans d'un FLE qui pourtant a cessé d'exister, moins par identification à des politiciens dont les compromissions et la corruption sont stigmatisées que par hostilité profonde au FPLE, fondée sur des épisodes tragiques qui remontent à plus d'une dizaine d'années. Cette hostilité aveugle se retrouve parmi les partisans des deux organisations.

Les dirigeants du FPLE ont affirmé à plusieurs reprises leur attachement au multipartisme, tout en refusant la création de mouvements à base ethnique ou religieuse. Une telle position ne permet pas d'éclairer la future structure du champ politique : certains rêvent encore d'une représentation politique plurielle qui resterait définie par son attachement au FPLE, d'autres estiment qu'il vaut mieux dissoudre les organisations de la lutte armée et repartir avec des mouvements politiques radicalement nouveaux. Les enjeux d'un tel *aggiornamento* ne se situent pas au seul niveau idéologique : ils ont des conséquences directes sur la nature de l'État et du pouvoir. En interdisant toute opposition politique, alors même qu'il s'installait fermement à la direction du pays, le FPLE a sans doute fait le pari de l'efficacité et a pu coopter dans l'appareil d'État des

dissidents politiques, connus pour leur passé au sein du FLE. Cette politique a eu des succès honorables : bien peu contestent aujourd'hui la légitimité du FPLE à diriger pendant une période intérimaire le pays, mais le laps de temps qu'il s'est octroyé pour consolider son pouvoir suscite réserves et critiques de secteurs plus larges que les unionistes ou les factions les plus radicales comme *Saggem* ou le *Jihad islamique*.

L'ampleur des problèmes économiques et sociaux

En fervents nationalistes, les leaders érythréens continuent à voir dans leur pays un véritable eldorado (14). Après deux ans d'indépendance, la population est au contraire très préoccupée par une détérioration de la situation due à la fragilité de l'économie érythréenne, à l'absence de financements internationaux conséquents et à la dévaluation de plus de 100 % de la monnaie décidée par le gouvernement éthiopien à l'automne 1992. Si le GPE rencontre des difficultés importantes au niveau économique et social, il réagit cependant avec une flexibilité surprenante.

L'Érythrée est confrontée à plusieurs problèmes aussi sérieux que peu originaux pour un pays du Tiers Monde. Le premier est celui de la difficile transition de la logique administrative liée à la guerre à celle liée à un fonctionnement plus civil : la compartimentation de l'information et des tâches pour des raisons de sécurité, la définition et le partage des nouvelles compétences, la mise en place de rapports horizontaux au sein des différents ministères, la responsabilisation des cadres intermédiaires soulèvent bien des hésitations, provoquent bien des retards dommageables. Cette situation est d'autant plus délicate que les cadres du FPLE se retrouvent en concurrence au sein de l'appareil d'État avec des responsables administratifs en poste depuis de longues années, dotés d'une certaine compétence mais aussi coupables aux yeux des plus radicaux d'avoir accepté le joug éthiopien sans réellement combattre. Il y a fort à parier d'ailleurs que de nombreuses mutations marginaliseront peu à peu ces hommes et femmes peu sensibles aux sirènes indépendantistes.

Une seconde difficulté tient au manque de cadres compétents, susceptibles d'être des interlocuteurs efficaces des agences multilatérales et des divers organismes de coopération internationale. Le pouvoir éthiopien s'est appliqué à dessaisir les Érythréens de leur administration directe ; aussi beaucoup des meilleurs techniciens

(14) Entretien avec Issayas Afeworki, « Érythrée : en attendant l'indépendance... », *Politique internationale*, 56, été 1992, p. 227.

érythréens ne résident plus dans leur pays et soit occupent des postes en Éthiopie, soit ont émigré pour des raisons économiques ou politiques. Le niveau d'instruction des émigrants est sans doute supérieur à la moyenne régionale ; mais peu nombreux sont ceux qui acceptent de retourner définitivement dans leur pays, qui n'offre ni facilités, ni grande possibilité de consommation matérielle ou culturelle. Parler d'une désaffection serait excessif mais l'enthousiasme n'est pas toujours au rendez-vous.

Pourtant, l'émigration continue à jouer un rôle fondamental dans la vie économique de l'Érythrée, ne serait-ce que par l'envoi de devises fortes au FPLE et à leurs familles demeurées au pays. Comme pour le Soudan voisin ou la Somalie, ces flux financiers expliquent pour une part la capacité de survie d'une société dont l'économie rurale a été durant ces dernières années affectée par la destruction des infrastructures, la disparition du cadre étatique et des sécheresses récurrentes. La priorité donnée à l'agriculture par le GPE, autant que sa préoccupation face à une croissance urbaine trop rapide et concentrée sur quelques sites comme Asmara et Massawa, s'expliquent par la nécessité pour les dirigeants érythréens d'intégrer des facteurs aussi différents que la mobilisation de l'émigration sur des objectifs crédibles, le besoin de pallier une dépendance alimentaire aujourd'hui structurelle, la nécessité de minimiser les flux vers les villes où les services sont de plus en plus difficiles à procurer à l'ensemble de la population.

Il n'est pas sûr que le gouvernement obtienne de la communauté internationale et de l'émigration les financements nécessaires à une politique ambitieuse. Deux questions se posent avec acuité : l'une est relative à la jeunesse, la seconde au retour des réfugiés. Selon certaines estimations, près de 45 % de la population érythréenne aurait moins de 15 ans : l'Érythrée se retrouve donc placée comme de nombreux autres pays africains devant des problèmes de formation et d'emploi. Le nombre d'enfants en âge d'être scolarisés est estimé à 325 000, exigeant plus de 17 000 enseignants. Ces évaluations devront être doublées d'ici dix ans. Les aspirations culturelles et les valeurs de cette jeunesse sont également notablement différentes de celles des combattants du FPLE. Sans doute ces adolescents respectent-ils leurs aînés mais ils vibrent plus à l'écoute du dernier clip de Michael Jackson que des récits épiques énoncés dans une langue qu'ils ne dominent pas toujours très bien (15).

La rupture des discussions avec le HCR (Haut Commissariat aux réfugiés) sur le retour des réfugiés du Soudan souligne le pro-

(15) Les socio-linguistes pourraient trouver matière à réflexion en comparant le tigrinya parlé par les enfants éduqués sous les auspices du FPLE et celui parlé par les enfants sous le contrôle du régime éthiopien.

Il semblerait d'ailleurs que cette différence ne concerne pas seulement la maîtrise de la langue mais également d'autres pratiques sociales, comme l'attitude par rapport à la famille, l'autonomie dans l'insertion sociale, etc.

blème que pose pour les nouvelles autorités érythréennes l'arrivée de près de 500 000 exilés qui auront séjourné pendant de très longues années dans le pays voisin. Ces réfugiés entendent retrouver les mêmes services sociaux que ceux qui existaient grâce à l'aide internationale dans les camps au Soudan. Des enquêtes préliminaires estiment que plus de 70 % d'entre eux souhaitent être réinstallés en milieu urbain (16). Or le HCR n'entend pas financer la réinstallation et voudrait se cantonner au paiement des frais de rapatriement. Leur retour constitue également un test politique car une fraction importante d'entre eux a toujours marqué sa préférence pour le FLE. De plus, cette population aura vécu pendant des années au Soudan, dans un univers culturel, religieux et linguistique bien différent de celui de l'Érythrée (17). La réinstallation de ces réfugiés en Érythrée va poser sous une forme aiguë les questions du statut de la terre, du partage des rares ressources entre les différentes régions du pays, de l'utilisation de la religion et du sentiment régional dans le champ politique.

Asmara, nouvelle capitale dans la Corne de l'Afrique

L'influence régionale de l'Érythrée peut surprendre compte tenu des caractéristiques de ce pays dans la Corne : que représentent quelque quatre millions d'Érythréens face aux populations soudanaise ou éthiopienne ? Quelle potentialité a son économie face à celle des États voisins ? Mais cette aura se comprend mieux dès qu'on restitue la longue histoire des conflits de la région et les relations croisées tissées pendant cette période. De plus, l'Érythrée est la première puissance militaire de la région (18) et le seul pays à ne pas être confronté à des troubles internes.

Les relations avec le Soudan sont remarquables à certains égards : quoi de commun *a priori* entre un régime islamiste et les nationalistes laïcistes érythréens ? La réponse à une telle question est plurielle. Les relations du FPLE avec la classe politique soudanaise sont anciennes. Si les contacts avec le Front national islamique ne sont pas des plus chaleureux, ces deux organisations communient dans un idéal commun : celui de la modernisation, fût-elle autoritaire, le culte de l'efficacité, le populisme. Les liens du FPLE et de l'armée soudanaise sont eux plus solides et anciens : d'ailleurs, plusieurs officiers supérieurs soudanais ne cachaient pas le rôle fondamental

(16) Sur ces questions fondamentales, voir les travaux en cours et la communication de Pamela De Lary à l'African Studies Association, Seattle, novembre 1992.

(17) R. Marchal, « Production sociale... », *art. cit.*

(18) Ses troupes auraient contribué à la prise d'Addis-Abéba et également aidé à l'expulsion du mouvement insurgé soudanais de son sanctuaire éthiopien.

qu'avait joué le Soudan dans la logistique des mouvements insurgés érythréen et éthiopien de 1989 à 1991 (19). Abattre le régime Mengistu représentait pour Khartoum une urgence car sa chute entraînait pour le MPLS/APLS de John Garang la perte de ses sanctuaires (20). Mais d'autres intérêts existent, à commencer par la gestion des 500 000 réfugiés érythréens répartis dans les camps et les grandes villes du pays ou, à un niveau plus directement politique, l'influence du FPLE auprès des nouvelles autorités éthiopiennes, afin de contribuer au transit de troupes pour attaquer les bases du mouvement de Garang au Sud (21). Ce dernier point est crucial pour le gouvernement soudanais, car il mène une guerre qui lui coûte près de 400 millions de dollars par an : les compromis politiques et idéologiques avec le FPLE pèsent bien peu, eu égard aux avantages que la junte islamiste en retire...

Ces bons rapports actuels avec le Soudan soulignent également le déficit d'une politique arabe du FPLE. Celui-ci a toujours affirmé contre le FLE la non-appartenance de l'Érythrée au monde arabe. La faiblesse des relations avec les pays arabes riverains de la Mer rouge doit être nuancée : des contacts ont été noués avec le Yémen et l'Égypte. Mais l'hostilité de l'Arabie Saoudite et d'autres États du Golfe pose un réel problème au GPE : celle-ci peut être comprise comme la conséquence logique des sympathies pro-FLE de nombreux régimes arabes, de l'inquiétude face à l'émergence d'un État refusant de passer sous les fourches caudines de puissances régionales comme Ryadh (22) ou Bagdad. Les visites périodiques de l'ambassadeur israélien à Asmara et les projets de coopération discutés entre les deux pays sont autant le signe d'une indépendance diplomatique affirmée dans le jeu régional (avec des dividendes du côté américain) que la construction d'une alliance pour damer le pion aux partisans de la Mer rouge, lac arabe (23).

Le FPLE apparaît, malgré sa forte dépendance économique et monétaire, comme le maître du jeu dans ses relations avec Addis-Abéba. Le pouvoir de Meles Zenawi est encore bien fragile et ne peut se priver de cet allié, capable de lui prêter main-forte en cas de troubles mais aussi de bloquer l'essentiel des flux de biens avec l'extérieur en cas de crise bilatérale (le port de Djibouti n'en réalise même pas 10 %). Bien que certaines tensions soient apparues

(19) Divers entretiens, Khartoum, janvier 1992.

(20) Voir l'article de G. Lusk dans ce dossier.

(21) C'est d'ailleurs ce qui s'est produit en mars 1992 lors de la prise de Pochalla qui inaugure la contre-offensive gouvernementale contre l'APLS après de longs mois d'inactivité militaire.

(22) Ainsi l'expulsion d'Arabie Saoudite

du représentant du GPE et de quelques-uns de ses assistants manifesterait surtout le mécontentement de Ryadh devant la trop faible représentation de ses clients érythréens dans les instances dirigeantes de l'État érythréen et dans la commission de préparation du référendum (entretiens à Asmara, février 1993).

(23) Voir l'article de P. Schraeder dans ce dossier.

à plusieurs moments (négociations sur l'utilisation du port et de la raffinerie d'Assab (24), rétrocession aux Érythréens d'avoirs bancaires confisqués, date et taux de la dévaluation), l'accord au sommet demeure d'une très bonne qualité (25) jusqu'à aujourd'hui et explique la ténacité avec laquelle le FPLE poursuit une difficile médiation entre le Front de libération oromo et le président éthiopien (26) : il est vrai qu'un échec sur cette question risquerait d'affecter le pouvoir en Éthiopie et aurait à terme des répercussions en Érythrée.

Les deux nouveaux gouvernements, travaillant en étroite association, n'ont pas ménagé leur peine pour convaincre leurs multiples interlocuteurs somaliens de trouver un règlement politique à la crise qui secoue leur pays ; mais cette démarche plusieurs fois répétée n'a guère été couronnée de succès jusqu'à présent...

La vie politique érythréenne va s'accélérer après le référendum : le FPLE devra décider de son avenir, de nouveaux partis politiques vont être créés. Pourtant, plusieurs questions demeurent largement ouvertes. La nécessité de ressources extérieures importantes, la très grande dépendance du monde rural par rapport aux pluies, l'évaluation du processus en cours par l'émigration, l'ouverture politique et le besoin de coopter une nouvelle génération dans les instances dirigeantes du pays comptent parmi les données irrécusables de tout projet politique pour l'Érythrée. La difficile stabilisation du pouvoir en Éthiopie, doublée d'une crise de régime sur fond d'affrontements armés à Djibouti, qui pourrait mobiliser davantage le monde afar en Éthiopie et en Érythrée, l'immobilisme actuel de la dictature islamiste au Soudan constituent autant de facteurs régionaux préoccupants pour Asmara. La paix et la stabilité sont encore à construire.

Roland Marchal

(Chargé de recherche CNRS-URA 94)

mars 1993

(24) Si l'accord sur le port d'Assab est plutôt généreux pour les Éthiopiens (pas de taxes et de droits de douane), cela est moins vrai pour l'utilisation de la raffinerie (les Éthiopiens doivent payer 11 millions de dollars et vendre à prix coûtant 20 % de sa production) ou pour le port de Massawa (où les taxes sont élevées sauf pour l'essence et le matériel de construction).

(25) Cela n'empêche nullement deux mouvements d'opposition érythréens (Saggem et le Mouvement démocratique érythréen) d'avoir pignon sur rue à Makelle et Addis-Abéba, grâce à la protection de certains membres du Comité central du Front populaire de libération du Tigray.

(26) Voir l'article de T. Zitelmann dans ce dossier.